

## Tous à Londres !

**EXPATRIATION** Des pans entiers de l'industrie financière gagnent les rives de la Tamise. Des départs silencieux qui marginalisent la place de Paris

BRUNA BASINI

*« Aujourd'hui, quand on est dans la finance et qu'on reste à Paris, on passe pour un loser. Tous ceux qui le peuvent partent à Londres. »*

Sous le sceau de l'anonymat, les langues se délient. Analystes, banquiers d'affaires, gérants d'actifs, directeurs financiers et avocats spécialisés, ils sont de plus en plus nombreux à mettre le cap sur la City. Amorcée par les traders, la ruée des financiers tricolores est aujourd'hui solidement enclenchée. Exemple ? Ardian (anciennement AXA Private Equity), le poids lourd des fonds d'investissement français, emploie déjà plus de 40 personnes à Londres. Une douzaine de gérants et le patron de son pôle fonds de fonds, Vincent Gombault, ont quitté Paris l'an dernier. Et c'est outre-Manche qu'Ardian vient de boucler la plus importante levée de capitaux de son histoire, plus de 7 milliards d'euros, pour racheter les participations dont banques, assureurs et gros investisseurs se délestent.

L'appel du large touche aussi les cabinets d'avocats. Après trente-quatre années de vie parisienne, Eric Cafritz, associé chez Fried Frank, a fait ses valises en janvier. Comme avant lui ses confrères de Linklaters, Latham, Willkie Farr, Debevoise et Baker & McKenzie, l'ancien cabinet de Christine Lagarde. Des noms qui ne parlent pas au grand public mais aux direc-

tions des groupes du CAC 40. La délocalisation s'est même invitée chez Total, la première capitalisation boursière française. Le mois prochain, une soixantaine de salariés de la direction financière franchira la Manche. Et, bien que chargé de piloter le choc de simplification de François Hollande, Guillaume Poitrinal, l'ancien président d'Unibail Rodamco, n'a pas eu plus d'états d'âme. C'est à Londres qu'il a choisi d'installer son fonds d'investissement Next Step, spécialisé dans la pierre.

« Nous sommes en quelque sorte des exfiltrés », qualifie l'un d'entre eux. Même traversée sans fanfare pour la dernière née de la Compagnie financière Edmond de Rothschild : une activité mêlant banque d'affaires et gestion de fortune. Tout comme la branche capital-investissement de Rothschild & Cie.

### « Personne ne le dira mais l'argument fiscal est central »

Pourquoi déménagent-ils à la cloche de bois ? Les exfiltrés pointent une surfiscalité, une réglementation tatillonne et instable, un climat des affaires antibusiness, un déplacement du centre de gravité de la finance outre-Manche, une morne croissance... « Le big business est passé à Londres. Et les investisseurs internationaux ne croient plus à la France du fait de la mise à l'index

des milieux financiers et d'un environnement économique et fiscal qu'ils jugent hostile », souligne la chasseuse de têtes Diane Segalen, londonienne depuis deux ans. Bruno Bertrand, du cabinet Baker & McKenzie, parti avec son équipe en 2012, dit avoir suivi ses clients.

« Personne ne le dira ouvertement mais l'argument fiscal est central », avance un analyste financier. Avec un impôt sur les sociétés réduit à 21 %, le plafonnement de l'imposition sur les hauts salaires à 45 % et le régime des « non-dom » qui permet aux étrangers vivant au Royaume-Uni de n'être taxés que sur leurs revenus locaux, le tax package de la Grande-Bretagne est devenu irrésistible. Il a séduit, au premier chef, les gérants d'actifs échaudés par la taxe à 75 % et les allers-retours sur la fiscalité des plus-values en France. « Ils ne veulent pas être taxés sur leurs carried interests [ces plus-values que leur rapportent leurs investissements à risques]. Outre-Manche, ils peuvent adopter le régime des "non-dom", et en domiciliant leurs fonds à Jersey ou Guernesey, ils ne paient presque pas d'impôts, confie un fiscaliste. C'est gagnant-gagnant. » Sauf pour la France, ses recettes fiscales, le maintien de ses emplois qualifiés et le financement de son économie. ●